

**CONSERVATOIRE
NATIONAL SUPÉRIEUR
DE MUSIQUE ET
DE DANSE DE PARIS**

MARCHÉ PUBLIC DE SERVICES

Marché public n° 2025-13-MPS

**Maintenance des Systèmes de Sécurité Incendie de
la résidence Villette Ouest, du Conservatoire National
Supérieur de Musique et de Danse de Paris**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES
(CCAP)**

SOMMAIRE

Article 1 – OBJET ET CARACTÉRISTIQUES DU MARCHÉ PUBLIC	4
1.1 – Objet du marché public.....	4
1.2 – Type et forme du marché public.....	4
1.3 – Pièces contractuelles.....	4
1.4 – Durée du marché public.....	4
Article 2 – GÉNÉRALITÉS	4
2.1 – Représentation des parties.....	4
2.1.1 – Représentant du Conservatoire dans l'exécution du marché.....	4
2.1.2 – Représentant du Titulaire.....	5
2.1.3 – Obligations d'informative relative au Conservatoire.....	5
2.1.4 – Groupement d'opérateurs économiques.....	5
2.1.5 – Sous-traitance.....	6
2.2 – Bons de commande	6
2.3 – Ordres de service.....	6
Article 3 – PRIX ET RÈGLEMENT	7
3.1 – Prix.....	7
3.2 – Modalités de variation des prix.....	7
3.3 – Précisions sur les modalités de règlement.....	8
3.3.1 – Avances.....	8
3.3.2 – Acomptes.....	8
3.3.3 – Contenu de la demande de paiement (facture).....	8
3.3.4 – Remise de la demande de paiement.....	9
3.3.5 – Acceptation de la demande de paiement par le Conservatoire.....	9
3.3.6 – Paiement pour solde et règlements partiels définitifs.....	9
3.3.7 – Facturation électronique	10
3.4 – Règlement en cas de groupement d'opérateurs économiques ou de sous- traitance	10
3.4.1 – Groupements d'opérateurs économiques.....	10
3.4.2 – Sous-traitants	11
Article 4 – DÉLAIS	11
4.1 – Délai d'exécution.....	11
4.1.1 – Début du délai d'exécution.....	11
4.1.2 – Expiration du délai d'exécution.....	11
4.1.3 – Prolongation du délai d'exécution.....	11
4.2 – Pénalités.....	12
4.2.1 – Pénalités en cas de résiliation pour faute.....	12
4.2.2 – Pénalités pour retard.....	12
4.2.3 – Pénalités pour exécution partielles des prestations.....	13
4.2.4 – Pénalités pour non-respect des règles d'hygiènes et de sécurité.....	13

Article 5 – Mise en regie du marche public	14
Article 6 – RÉSILIATION.....	14
6.1 – Principes généraux.....	14
6.2 – Résiliation pour événements extérieurs au marché.....	14
6.2.1 – Sauvegarde, redressement judiciaire ou liquidation judiciaire.....	14
6.2.2 – Incapacité physique du Titulaire.....	14
6.2.1 – Décès ou incapacité civile du Titulaire	14
6.3 – Résiliation pour événements liés au marché.....	15
6.3.1 – Difficulté d'exécution du marché.....	15
6.4 – Résiliation pour faute du Titulaire	15
6.5 – Résiliation pour motif d'intérêt général	16
6.6 – Décompte de résiliation.....	16
6.7 – Remise des prestations et des moyens matériels permettant l'exécution du marché	16
6.8 – Exécution de la prestation aux frais et risques du Titulaire	17
Article 7 – DISPOSITION DIVERSES	17
7.1 – Forme des notifications et informations.....	17
7.2 – Modalités de computation des délais d'exécution des prestations	18
7.3 – Pièces à remettre au Titulaire. Cession ou nantissement des créances	18
7.4 – Confidentialité, protection des données personnelles et mesures de sécurité	19
7.4.1 – Obligation de confidentialité	19
7.4.2 – Information des sous-traitants.....	19
7.5 – Protection des données à caractère personnel	19
7.6 – Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail	20
7.7 – Protection de l'environnement, sécurité et santé	21
7.8 – Assurances et responsabilité	21
7.8.1 – Réparation des dommages.....	21
7.8.2 – Assurances.....	21
7.9 – Règlement des litiges.....	22
7.9.1 – Règlement des différends entre les parties.....	22
7.9.2 – Instance chargée des procédures de recours	23
Article 8 – DÉROGATION AU CCAG-TVX	23

ARTICLE 1 – OBJET ET CARACTÉRISTIQUES DU MARCHÉ PUBLIC

1.1 – Objet du marché public

Le présent marché public a pour objet la maintenance des Systèmes de Sécurité Incendie de la résidence Villette Ouest, du Conservatoire National Supérieur de Musique et de Danse de Paris.

1.2 – Type et forme du marché public

Le présent marché est un marché public de services au sens de l'article L. 1111-4 Code de la commande publique, ci-après le « Code » ou « CCP ».

1.3 – Pièces contractuelles

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du présent marché, prévalent dans l'ordre de priorité suivant :

- L'acte d'engagement (AE) et ses éventuelles annexes financières ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et son annexe ;
- Le présent cahier des clauses administratives générales (CCAG FCS) ;
- L'offre technique du Titulaire ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

1.4 – Durée du marché public

Le présent marché débute à compter du 1^{er} janvier 2026 ou à la date de sa notification à son Titulaire ou Mandataire du groupement le cas échéant si elle est postérieure à cette date.

Il est conclu pour une durée de quatre ans ferme.

ARTICLE 2 – GÉNÉRALITÉS

2.1 – Représentation des parties

2.1.1 – Représentant du Conservatoire dans l'exécution du marché

Par dérogation à l'article 3.3 du CCAG-FCS, le représentant du Conservatoire est l'Adjoint du chef de service, chargé de la sécurité, de la prévention et de la protection, M. Sébastien CAPPELIÉ.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le Conservatoire en cours d'exécution du marché.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au Titulaire, les décisions nécessaires engageant le Conservatoire.

2.1.2 – Représentant du Titulaire

Dès la notification du marché, le Titulaire désigne une personne physique, habilitée à le représenter pour les besoins de l'exécution du marché.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le Titulaire en cours d'exécution du marché.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au Conservatoire, les décisions nécessaires engageant le Titulaire.

2.1.3 – Obligations d'informative relative au Conservatoire

Le Titulaire est tenu de notifier sans délai au Conservatoire les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- À la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- À sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- À son adresse ou à son siège social ;
- À ses coordonnées bancaires ;
- Aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

De façon générale, le Titulaire est tenu de notifier sans délai au Conservatoire toutes les modifications importantes concernant le fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

2.1.4 – Groupement d'opérateurs économiques

Le membre du groupement d'opérateurs économiques, désigné dans le marché comme mandataire, représente l'ensemble des membres du groupement, vis-à-vis du Conservatoire, pour l'exécution du marché.

En cas de groupement conjoint, le Mandataire est solidaire de chacun des autres membres du groupement dans les obligations contractuelles de celui-ci à l'égard du Conservatoire jusqu'à la date à laquelle ses obligations prennent fin.

En cas de groupement solidaire, chacun des membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité du marché et doit pallier une éventuelle défaillance des autres membres du groupement.

En cas de défaillance du Mandataire du groupement, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant. À défaut, et à l'issue d'un délai de huit jours à compter de la notification de la mise en demeure par le Conservatoire d'y procéder, le cocontractant exécutant la part financière la plus importante restant à réaliser à la date de cette modification devient le nouveau mandataire du groupement.

2.1.5 – Sous-traitance

Le Titulaire qui envisage de sous-traiter une partie de l'exécution des prestations du présent marché demande au Conservatoire d'accepter chaque sous-traitant et d'agréer ses conditions de paiement.

Dès la signature de l'acte spécial constatant l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement, le Conservatoire notifie au Titulaire et à chacun des sous-traitants concernés l'exemplaire de l'acte spécial qui leur revient. Dès réception de cette notification, le Titulaire fait connaître au Conservatoire le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant.

Le Titulaire est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses éventuels avenants au Conservatoire lorsque celui-ci en fait la demande. À défaut de l'avoir produit à l'échéance d'un délai de quinze jours courant à compter de la réception d'une mise en demeure de le faire par le Conservatoire, le Titulaire encourt la pénalité prévue à l'article 4.2.2 – infra.

2.2 – Bons de commande

Les bons de commande sont notifiés par le Conservatoire au Titulaire.

Lorsque le Titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au Conservatoire dans un délai de quinze jours à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Le Titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, les bons de commande sont adressés au Mandataire du groupement, qui a seul qualité pour formuler des observations au Conservatoire.

2.3 – Ordres de service

Les ordres de service sont notifiés par le Conservatoire au Titulaire.

Lorsque le Titulaire estime que les prescriptions d'un ordre de service qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au Conservatoire, dans un délai de quinze jours à compter de la date de réception de l'ordre de service, sous peine de forclusion.

Sous réserve de l'article **Erreur ! Source du renvoi introuvable.**, le Titulaire se conforme aux ordres de service qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, les ordres de service sont adressés au mandataire du groupement, qui a seul qualité pour formuler des observations au Conservatoire.

ARTICLE 3 – PRIX ET RÈGLEMENT

3.1 – Prix

Conformément à l'article R. 2112-6 du Code, une partie du marché est traitée à prix global et forfaitaire pour les prestations récurrentes et une partie à bons de commande traitée à prix unitaire pour les prestations occasionnelles.

- *Prix forfaitaires*

Ces prix sont fixés dans la DPGF pour les prestations forfaitaires qui peuvent être uniques ou annuelles

Les prix sont réputés fermes.

- *Prix unitaires*

Ces prix sont fixés dans le devis remis au Conservatoire pour la maintenance corrective impliquant l'achat de pièces détachées d'une valeur supérieure à 150 euros HT.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, les frais afférents à l'application de l'article **Erreur ! Source du renvoi introuvable.**, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Toutefois, les frais engendrés par l'absence de demande du titre de transport administratif par le Titulaire ou par le retard du Titulaire à présenter cette demande restent à sa charge.

Les frais de manutention et de transport, qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont à la charge du Titulaire.

3.2 – Modalités de variation des prix.

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre par le titulaire (index publié en juillet 2025); ce mois est appelé "mois zéro".

Prix révisé = Prix d'origine x (ICHTrev-TS / ICHTrev-TSo)

ICHTrev-TS = dernier indice connu au moment de la révision (date d'anniversaire du marché)

ICHTrev-TSo = indice connu à la date d'effet du marché, appelé le mois "zéro", qui peut être également défini dans le CCAP

On peut identifier l'indice du mois "zéro" par l'indice qui précède le mois de remise des offres.

L'indice mentionné ci-dessus correspond à l'Indice du coût horaire du travail révisé - Tous salariés. Il est publié par l'INSEE, généralement tous les trimestres.

3.3 – Précisions sur les modalités de règlement

3.3.1 – Avances

Conformément aux articles R.2191-3 à R.2191-19 du code de la commande publique, et sauf indication contraire dans l'acte d'engagement complété et signé avec le prestataire retenu, une avance est versée au titulaire du marché.

Une avance de 30 % du montant forfaitaire toutes taxes comprises est accordée au titulaire

Le délai global de paiement de l'avance court à compter de la date de notification du marché. Ce délai ne peut excéder 30 jours.

Lorsqu'une partie du marché est sous-traitée, l'avance est de droit pour le sous-traitant agréé et bénéficiant du paiement direct qui en fait la demande dans l'acte de sous-traitance.

Le montant de l'avance n'est pas soumis à variation de prix.

Pour le titulaire, l'avance est calculée sur la base du montant toutes taxes comprises du marché diminué le cas échéant du montant des prestations du marché confiées au(x) sous-traitant(s) et donnant lieu à paiement direct.

Pour le sous-traitant agréé bénéficiant d'un paiement direct, l'avance est calculée sur la base du montant toutes taxes comprises des prestations du marché qui lui sont sous-traitées telles qu'elles figurent dans l'acte de sous-traitance.

3.3.2 – Acomptes

Comme le prévoient les articles L.2191-4 et R.2191-20 à R.2191-22 du code de la commande publique, les prestations du marché qui ont donné lieu à un commencement d'exécution du marché ouvrent droit à des acomptes. La périodicité du versement des acomptes est fixée à 3 mois. Cette périodicité peut être ramenée à 1 mois lorsque le titulaire du marché est une petite ou moyenne entreprise ou un artisan au sens de l'article R.2151-13 du code de la commande publique ou sur demande du titulaire. Le montant de l'acompte sera calculé au prorata des prestations effectivement réalisées sur la base d'un état d'avancement des prestations et/ou des livrables apportés par le titulaire.

Le montant facturé devra être conforme aux prestations réellement exécutées tel qu'il ressort du BPU produite par le titulaire à l'appui de la demande de paiement.

Le Conservatoire accepte ou rectifie la facture. Il la complète éventuellement, en faisant apparaître l'avance à rembourser, les réfections ou les pénalités imposées. Il arrête le montant de la somme à régler et, s'il est différent du montant figurant dans la demande de paiement, il le notifie ainsi par arrêté au titulaire

3.3.3 – Contenu de la demande de paiement (facture)

Lorsque le Titulaire remet au Conservatoire une demande de paiement, il y joint les pièces nécessaires à la justification du paiement.

La demande de paiement est datée. Elle mentionne les références du marché ainsi que, selon le cas :

- Le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections fixées ;
- La décomposition des prix forfaitaires et le détail des prix unitaires, lorsque l'indication de ces précisions est prévue par les documents particuliers du

marché ou que, eu égard aux prescriptions du marché, les prestations ont été effectuées de manière incomplète ou non conforme ;

- Le détail des calculs, avec justifications à l'appui, de l'application des coefficients d'actualisation ou de révision des prix ;
- En cas de groupement conjoint, pour chaque membre du groupement, le montant des prestations effectuées par celui-ci ;
- Le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché.

La demande de paiement précise les éléments assujettis à la TVA, en les distinguant selon le taux applicable.

Les prix unitaires peuvent être fractionnés pour tenir compte des prestations en cours d'exécution.

Les prix forfaitaires peuvent être fractionnés, si la prestation ou la partie de prestation à laquelle le prix se rapporte n'est pas achevée. Une fraction du prix, qui est égale au pourcentage d'exécution de la prestation, est dans ce cas déterminée en faisant application, si l'acheteur le demande, de la décomposition des prix mentionnée supra.

En cas d'exécution de prestations aux frais et risques du Titulaire défaillant, le surcoût supporté par le Conservatoire est déduit des sommes dues au Titulaire au titre des prestations admises. Ce surcoût correspond à la différence entre le prix que le Conservatoire aurait dû régler au Titulaire pour la réalisation des prestations et le prix effectivement payé pour l'exécution de celles-ci à la place du Titulaire défaillant.

3.3.4 - Remise de la demande de paiement

La remise d'une demande de paiement intervient après l'admission des prestations.

3.3.5 - Acceptation de la demande de paiement par le Conservatoire

Le Conservatoire accepte ou rectifie la demande de paiement. Il la complète, éventuellement, en faisant apparaître notamment les avances à rembourser, les primes et les réfections imposées.

Il arrête le montant de la somme à régler. Si ce montant est différent de celui figurant dans la demande de paiement, il notifie le montant qu'il a ainsi arrêté au Titulaire.

3.3.6 - Paiement pour solde et règlements partiels définitifs

La demande de paiement est adressée au Conservatoire après la décision d'admission.

La demande de paiement peut également donner lieu à un règlement partiel définitif des prestations exécutées, dans le cas où les documents particuliers du marché ont prévu des paiements à l'issue de l'exécution de certaines parties des prestations prévues par le marché.

Si, après avoir été mis en demeure de le faire, le Titulaire ne produit pas sa demande de paiement, dans un délai de quarante-cinq jours courant à compter de l'admission des prestations, le Conservatoire peut procéder d'office à la liquidation, sur la base d'un décompte établi par ses soins. Ce décompte est notifié au Titulaire.

En cas de contestation sur le montant des sommes dues, le Conservatoire règle les sommes qu'il a admises. Après résolution du désaccord, il procède, le cas échéant, au paiement d'un complément, majoré, s'il y a lieu, des intérêts moratoires.

3.3.7 – Facturation électronique

Les factures afférentes au paiement sont établies après admission des prestations.

Lorsque le Titulaire est tenu, en application du Code, de transmettre les demandes de paiement sous forme électronique, il les transmet selon les modalités prévues par ce même Code.

Le règlement est effectué par virement bancaire sur le ou les comptes précisés par le Titulaire dans son offre sur présentation par ce dernier de factures.

Outre les mentions légales, les factures comprennent les indications suivantes :

- Le numéro et le titre du présent marché ;
- L'identification des prestations exécutées (désignation et quantité) ;
- Les montants HT et TTC de la facture ;
- Le taux et le montant de la TVA ;
- Les coordonnées bancaires du Titulaire (IBAN et BIC).

Les factures sont à déposer obligatoirement sur le site suivant : <https://portail.chorus-pro.gouv.fr>. Le seul champ à renseigner obligatoirement est le numéro SIRET du Conservatoire (n° 197 534 951 00037).

La demande de paiement peut être refusée par le Conservatoire lorsque celle-ci méconnaît les obligations de dématérialisation des factures à la charge du Titulaire.

3.4 – Règlement en cas de groupement d'opérateurs économiques ou de sous-traitance

3.4.1 – Groupements d'opérateurs économiques

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire, sauf si le marché prévoit une répartition des paiements entre les membres du groupement et indique les modalités de cette répartition.

Quelle que soit la forme du groupement, le mandataire est seul habilité à présenter au Conservatoire la demande de paiement. En cas de groupement conjoint, la demande de paiement présentée par le mandataire est décomposée en autant de parties qu'il y a de membres du groupement à payer séparément. Chaque partie fait apparaître les renseignements nécessaires au paiement du membre du groupement concerné.

Le mandataire est seul habilité à formuler ou à transmettre les réclamations de membres du groupement.

3.4.2 – Sous-traitants

Les prestations exécutées par les sous-traitants, dont les conditions de paiement ont été agréées par le Conservatoire, sont payées dans les conditions financières prévues par le marché ou par un acte spécial.

ARTICLE 4 – DÉLAIS

4.1 – Délai d'exécution

4.1.1 – Début du délai d'exécution

Le délai d'exécution du marché débute à compter de la date indiquée supra.

Le délai d'exécution du bon de commande part de la date de sa notification, sauf si le bon de commande prévoit une date différente.

Le titulaire exécutera les prestations forfaitaires à la date indiquée dans le planning.

4.1.2 – Expiration du délai d'exécution

La date d'expiration du délai d'exécution est la date de l'achèvement des prestations.

En cas d'inachèvement des prestations à la date limite de validité du marché ou du bon de commande, le délai d'exécution des prestations expire à la date limite de validité du marché ou du bon de commande.

4.1.3 – Prolongation du délai d'exécution

Lorsque le Titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution, du fait du Conservatoire ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, le Conservatoire prolonge le délai d'exécution. Le délai ainsi prolongé a les mêmes effets que le délai contractuel.

Pour bénéficier de cette prolongation, le Titulaire signale au Conservatoire les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel. Il dispose, à cet effet, d'un délai de quinze jours à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues ou d'un délai courant jusqu'à la fin du marché, dans le cas où le marché arrive à échéance dans un délai inférieur à quinze jours. Il indique, par la même demande, au Conservatoire la durée de la prolongation demandée.

Le Conservatoire dispose d'un délai de quinze jours, à compter de la date de réception de la demande du Titulaire pour lui notifier sa décision, sous réserve que le marché n'arrive pas à son terme avant la fin de ce délai.

La demande de prolongation ne peut être refusée lorsque le retard est dû à l'intervention du prestataire dans le cadre d'un ordre de réquisition.

La durée d'exécution du marché est prolongée de la durée nécessaire à la réalisation des prestations réalisées sur réquisition ou pour les besoins du marché passé en urgence impérieuse.

Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée après l'expiration du délai contractuel d'exécution de la prestation.

4.2 – Pénalités

4.2.1 – Pénalités en cas de résiliation pour faute

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/FCS, en cas de résiliation pour faute le titulaire encourt une pénalité de 10 000 euros HT.

4.2.2 – Pénalités pour retard

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG/FCS, les pénalités pour retard s'appliquent comme suit :

Libellé	Support de contrôle	Délais	Pénalités
Retard dans la remise du planning des maintenances préventives	Courriel et courrier	2 mois suivant la notification et/ou la date anniversaire de notification du marché	100 € / jour de retard au delà des deux mois suivant la date de notification et/ou la date anniversaire de notification du marché
Retard dans les prestations de maintenance préventive périodique	Planning initial remis en début d'année et/ou Planning révisé	-	100 € / jour de retard à partir de la date fixée dans le planning
Retard dans les prestations de maintenance corrective		72h00 jour ouvré selon la panne après constatation lors d'une visite de contrôle semestriel ou lors d'une intervention sous astreinte	100 € par jour ouvré de retard suivant l'intervention
Retard dans la production d'un devis suite au diagnostic fait lors de l'intervention de maintenance préventive ou corrective	Courriel et courrier	48h00 à compter du signalement	100 € par jour de retard au bout de trois relances par courriel
Déclenchement intempestif de l'alarme générale incendie lors des maintenances (hors essais programmés) pendant l'exploitation du CNSMDP	Mémoire automatique non volatile des SSI	-	100 € par alarme intempestive
Intervention sous astreinte	Courriel et téléphone	Conservatoire et parking EPPGHV : 04h00 RVO : 02h00	50 € par heure de retard

Retard dans la remise des comptes rendu de maintenance, d'audit, modifications / mises à jours, de formation et de vérification technique des dispositifs de désenfumage mécanique	Bulletin d'intervention	Un mois suivant la fin de l'intervention	100 € par jour de retard au bout de trois relances par courriel
Non-respect des règles de maintenance et de réalisation des essais fonctionnels (NF S 61-933, notices constructeurs et CCTP)	Bulletins d'interventions, comptes rendus et mémoire automatique non volatile des SSI		100 € par constat
Retard dans la réalisation de l'audit initial des installations	Courriel	Un mois suivant la notification du marché	50 € par jour de retard
Non-respect du contenu des comptes rendu de maintenance, d'audit, de modifications / mise à jour, et de formation	Courriel et courrier	48h00 à compter du signalement	100 € par constat
Retard dans la réalisation de la mise à jour du dossier d'identité du SSI Conservatoire	Courriel et courrier		100 € / jour de retard à partir de la date fixée dans le planning

4.2.3 - Pénalités pour exécution partielles des prestations

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/FCS, en cas de constat d'exécution partielle des prestations définis dans le CCTP, le Conservatoire de Paris se réserve le droit d'appliquer une pénalité forfaitaire de 100 euros par constat.

4.2.4 - Pénalités pour non-respect des règles d'hygiènes et de sécurité

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/FCS, en cas de constatation par le pouvoir adjudicateur du non-respect des règles de sécurité et de santé, le Titulaire encourt une pénalité de 100 euros par jour jusqu'à la régularisation de la situation.

En complément de cette mesure, le pouvoir adjudicateur peut suspendre l'exécution par une simple décision. Le Titulaire devra se conformer aux règles en vigueur et apporter tout document prouvant sa mise en conformité. Après vérification et approbation par le pouvoir adjudicateur, ce dernier adoptera une décision de reprise.

Pendant la période de suspension, le pouvoir adjudicateur décidera soit :

- de mettre le marché en régie ;
- de mettre le marché en régie et de le résilier ensuite pour faute ;
- de résilier directement le marché pour faute.

ARTICLE 5 – MISE EN REGIE DU MARCHE PUBLIC.

Le Conservatoire peut en cas de faute ou de carence dans l'exécution du marché public, poursuivre l'exécution du contrat par ses propres moyens ou en recourant au service d'un autre opérateur économique pour assurer la prestation qui sera ensuite refacturée au titulaire. Le Conservatoire adressera au préalable, une mise en demeure au titulaire de satisfaire à ses obligations. Il pourra in fine résilier le marché pour faute du titulaire

ARTICLE 6 – RÉSILIATION

6.1 – Principes généraux

Le Conservatoire peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci, soit à la demande du Titulaire, soit pour faute du Titulaire, soit dans le cas des circonstances particulières mentionnées infra.

Le Conservatoire peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général. Dans ce cas, le Titulaire a droit à être indemnisé du préjudice qu'il subit du fait de cette décision.

La décision de résiliation du marché est notifiée au Titulaire. Sous réserve des stipulations particulières mentionnées ci-après, la résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

6.2 – Résiliation pour événements extérieurs au marché

6.2.1 – Sauvegarde, redressement judiciaire ou liquidation judiciaire

En cas de sauvegarde ou de redressement judiciaire, le marché est résilié, si après mise en demeure de l'administrateur judiciaire, dans les conditions prévues à l'article L. 622-13 du Code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du Titulaire.

En cas de liquidation judiciaire du Titulaire, le marché est résilié, si, après mise en demeure du liquidateur, dans les conditions prévues à l'article L. 641-11-1 du Code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du Titulaire.

La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de l'évènement. Elle n'ouvre droit, pour le Titulaire, à aucune indemnité.

6.2.2 – Incapacité physique du Titulaire

En cas d'incapacité physique manifeste et durable du Titulaire compromettant la bonne exécution du marché, le Conservatoire peut résilier le marché.

La résiliation n'ouvre droit pour le Titulaire à aucune indemnité.

6.2.1 – Décès ou incapacité civile du Titulaire

En cas de décès ou d'incapacité civile du Titulaire, le Conservatoire peut résilier le marché ou accepter sa continuation par les ayants droit ou le curateur. Un avenant de transfert est établi à cette fin.

La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date du décès ou de l'incapacité civile. Elle n'ouvre droit pour le Titulaire ou ses ayants droit à aucune indemnité.

6.3 – Résiliation pour événements liés au marché

6.3.1 – Difficulté d'exécution du marché

Lorsque le Titulaire rencontre, au cours de l'exécution des prestations, des difficultés techniques particulières dont la solution nécessiterait la mise en œuvre de moyens hors de proportion avec le montant du marché, le Conservatoire peut résilier le marché, de sa propre initiative ou à la demande du Titulaire.

Lorsque le Titulaire est mis dans l'impossibilité d'exécuter le marché du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, le Conservatoire résilie le marché.

6.4 – Résiliation pour faute du Titulaire

Le Conservatoire peut résilier le marché pour faute du Titulaire dans les cas suivants :

- a) Le Titulaire contrevient aux obligations légales ou réglementaires relatives au travail, à la protection de l'environnement, à la sécurité et la santé des personnes ou à la préservation du voisinage ;
- b) Des matériels, moyens, objets et approvisionnements ont été confiés au Titulaire ou des bâtiments et terrains ont été mis à sa disposition ;
- c) Le Titulaire ne s'est pas acquitté de ses obligations dans les délais contractuels ;
- d) Le Titulaire a fait obstacle à l'exercice d'un contrôle par le Conservatoire ;
- e) Le Titulaire a sous-traité en contrevenant aux dispositions législatives et réglementaires relatives à la sous-traitance, ou s'il ne respecte pas les obligations relatives aux sous-traitants ;
- f) Le Titulaire n'a pas produit les attestations d'assurances ;
- g) Le Titulaire déclare, indépendamment des cas prévus infra, ne pas pouvoir exécuter ses engagements ;
- h) Le Titulaire n'a pas communiqué les modifications mentionnées à l'article 3.4.2 et ces modifications sont de nature à compromettre la bonne exécution du marché ;
- i) Le Titulaire s'est livré, à l'occasion de l'exécution du marché, à des actes frauduleux ;
- j) Le Titulaire ou le sous-traitant ne respecte pas les obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données à caractère personnel et à la sécurité ;
- k) L'utilisation des résultats par le Conservatoire est gravement compromise, en raison du retard pris par le Titulaire dans l'exécution du marché ;
- l) Postérieurement à la signature du marché, le Titulaire a fait l'objet d'une interdiction d'exercer toute profession industrielle ou commerciale ;

- m) Postérieurement à la signature du marché, les renseignements ou documents produits par le Titulaire, à l'appui de sa candidature ou exigés préalablement à l'attribution du marché, s'avèrent inexacts ;
- n) Lorsque le remplaçant de la personne désignée pour assurer la conduite des prestations est récusé, à défaut de désignation d'un nouveau remplaçant dans un délai de trente jours, ou de récusation de celui-ci dans un délai de trente jours ;
- o) Le Titulaire n'a pas ou n'a pas correctement exécuté plusieurs fois les prestations ;
- p) Le Titulaire a fait obstacle à l'exercice d'un contrôle par le Conservatoire.

Sauf dans les cas prévus aux g, i, m et n ci-dessus, une mise en demeure, assortie d'un délai d'exécution, doit avoir été préalablement notifiée au Titulaire et être restée infructueuse.

Dans le cadre de la mise en demeure, le Conservatoire informe le Titulaire de la sanction envisagée et l'invite à présenter ses observations.

La résiliation du marché ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées contre le Titulaire.

6.5 – Résiliation pour motif d'intérêt général

Lorsque le Conservatoire résilie le marché pour motif d'intérêt général, le Titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant initial hors TVA du marché, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage fixé par les documents particuliers du marché ou, à défaut, de 5 %.

Le Titulaire a droit, en outre, à être indemnisé de la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées. Il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de quinze jours après la notification de la résiliation du marché.

Ces indemnités sont portées au décompte de résiliation, sans que le Titulaire ait à présenter une demande particulière à ce titre.

6.6 – Décompte de résiliation

La résiliation fait l'objet d'un décompte de résiliation, qui est arrêté par le Conservatoire et notifié au Titulaire, dont le contenu est fixé à l'article 42 du CCAG-FCS.

6.7 – Remise des prestations et des moyens matériels permettant l'exécution du marché

En cas de résiliation, le Conservatoire peut exiger du Titulaire :

- la remise des prestations en cours d'exécution, ainsi que des matières et des objets détenus en vue de l'exécution d'un marché ;
- la remise des moyens matériels d'exécution spécialement destinés au marché ;

- l'exécution de mesures conservatoires, notamment d'opérations de stockage ou de gardiennage.

Le Conservatoire en informe le Titulaire ou ses ayants droit, lors de la notification de la résiliation en indiquant le délai de remise de ces biens par le Titulaire et les conditions de leur conservation dans l'attente de cette remise. En cas de résiliation pour faute du Titulaire, le présent article est appliqué aux frais de celui-ci.

6.8 – Exécution de la prestation aux frais et risques du Titulaire

Le Conservatoire peut faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du Titulaire :

- soit lorsque le Titulaire n'a pas déféré à une mise en demeure de se conformer aux stipulations du marché ou aux ordres de service, ou en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard. La décision de faire exécuter les prestations par un tiers, en lieu et place du Titulaire, est notifiée au Titulaire par le Conservatoire. Sous réserve qu'elles ne soient pas entièrement exécutées, le Titulaire peut être autorisé par ordre de service à reprendre l'exécution des prestations s'il justifie des moyens nécessaires à cette fin dans le délai prévu par les documents particuliers du marché ou, à défaut, dans le délai de trois mois suivant la notification de la décision d'exécution aux frais et risques. S'il n'a pas été autorisé à reprendre l'exécution du marché dans ce délai, le marché est résilié pour faute du Titulaire ;
- soit en cas de résiliation du marché pour faute du Titulaire, à la condition que la décision de résiliation le mentionne expressément.

S'il n'est pas possible au Conservatoire de se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents particuliers du marché, il peut y substituer des prestations équivalentes.

Le Titulaire du marché résilié n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes les informations recueillies et les moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché initial et qui seraient nécessaires à l'exécution du marché de substitution. Ce marché de substitution est transmis pour information au Titulaire défaillant.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du Titulaire, est à la charge du Titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

ARTICLE 7 – DISPOSITION DIVERSES

7.1 – *Forme des notifications et informations*

La notification des décisions, observations, ou informations qui font courir un délai est faite par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Cette notification peut être faite par le biais du profil d'Conservatoire ou à l'adresse postale ou électronique des parties mentionnée dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, à leur siège social, sauf si ces documents leur font obligation de domicile en un autre lieu.

En cas de groupement, la notification se fait au Mandataire pour l'ensemble du groupement.

La date et, le cas échéant, l'heure de réception mentionnées sur un récépissé sont considérées comme celles de la notification.

Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'Conservatoire, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'Conservatoire, à l'issue de ce délai.

7.2 – Modalités de computation des délais d'exécution des prestations

Tout délai mentionné au marché commence à courir à 0 heure, le lendemain du jour où s'est produit le fait qui sert de point de départ à ce délai. Toutefois, lorsque le délai est exprimé en heures, il commence à courir à compter de l'heure suivant celle où s'est produit le fait qui sert de point de départ à ce délai.

Les dates et heures applicables sont celles utilisées par les documents particuliers du marché pour les livraisons ou l'exécution des prestations.

Lorsque le délai est fixé en jours, il s'entend en jours calendaires et il expire à minuit le dernier jour du délai.

Lorsque le délai est fixé en mois, il est compté de quantième en quantième. S'il n'existe pas de quantième correspondant dans le mois où se termine le délai, celui-ci expire le dernier jour de ce mois, à minuit.

Lorsque le dernier jour du délai est un samedi, un dimanche ou un jour férié, le délai est prolongé jusqu'à la fin du premier jour ouvrable qui suit, à minuit.

Lorsque le délai est fixé en jours ouvrés, il s'entend hors samedis, dimanches et jours fériés.

Le délai s'appliquant au Titulaire n'inclut pas le délai nécessaire au Conservatoire pour effectuer ses opérations de vérification et prendre sa décision.

7.3 – Pièces à remettre au Titulaire. Cession ou nantissement des créances

La notification du marché comprend une copie, délivrée sans frais par le Conservatoire au Titulaire, de l'acte d'engagement et des autres pièces constitutives du marché, à l'exception du CCAG, des CCTG et, plus généralement, de toute pièce ayant fait l'objet d'une publication officielle.

Le Conservatoire remet également au Titulaire, à sa demande et sans frais, l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité nécessaire à la cession ou au nantissement du marché.

7.4 – Confidentialité, protection des données personnelles et mesures de sécurité

7.4.1 – Obligation de confidentialité

Le Titulaire et le Conservatoire qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Une information confidentielle désigne toute information de quelque nature (y inclus la méthodologie, la documentation, les informations ou le savoir-faire), sous quelque forme que ce soit (y inclus sous forme orale, écrite, magnétique ou électronique), sur tout support dont le Conservatoire est propriétaire ou titulaire, et qui est communiquée au Titulaire, ou obtenue de toute autre façon par ce dernier dans le cadre de ses relations avec le Conservatoire. Le Titulaire et son personnel, et le cas échéant ses sous-traitants, ne peuvent l'utiliser que pour l'accomplissement des prestations prévues au marché.

Le Titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments :

- Qui étaient dans le domaine public au moment de leur divulgation ou que le Conservatoire aurait lui-même rendus publics pendant l'exécution du marché ;
- Signalés comme présentant un caractère non confidentiel et relatifs aux prestations du marché ;
- Qui ont été communiqués au Titulaire par un tiers ayant légalement le droit de diffuser ces informations, documents ou éléments, comme le prouvent des documents existant antérieurement à leur divulgation.

7.4.2 – Information des sous-traitants

Le Titulaire informe le cas échéant ses sous-traitants de leur soumission aux obligations énoncées au présent. Il reste responsable du respect de celles-ci.

7.5 – Protection des données à caractère personnel

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles, européennes et françaises, applicables au traitement des données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre aux fins de l'exécution du marché. À ce titre, toute transmission de données à

des tiers, y compris au bénéfice d'entités établies hors de l'Union européenne, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation en vigueur est formellement prohibée.

En cas d'évolution de la réglementation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications nécessaires pour se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché ou, en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale par le Conservatoire.

Lorsque le Titulaire met en œuvre un traitement de données à caractère personnel pour le compte du Conservatoire, pour que ce traitement réponde aux exigences de la réglementation, et garantisse en particulier la protection des droits des personnes physiques identifiées ou identifiables qu'il concerne, les documents particuliers du marché précisent notamment :

- La finalité, la description et la durée du traitement dans le strict respect des instructions documentées du Conservatoire ;
- Les obligations du Conservatoire et celles du Titulaire vis-à-vis de ce dernier, en particulier, l'obligation de l'informer de toute difficulté dans l'application de la réglementation, de tout projet de recours à un tiers pour la mise en œuvre du traitement, ou encore de toute demande de communication de données qui lui serait adressée, ainsi que, lorsque celle-ci serait contraire à la réglementation française et européenne, des mesures adoptées pour s'y opposer ;
- Les modalités de prise en compte du droit à l'information et des autres droits des personnes concernées, dont l'exercice doit être garanti ;
- Les mesures de sécurité mises en œuvre pour garantir l'intégrité, la confidentialité et la disponibilité des données, ainsi que les conditions de notification des violations de données à caractère personnel ;
- La durée et les modalités de conservation des données et le sort de celles-ci au terme de l'exécution du marché.

Le Titulaire informe ses sous-traitants de leur soumission aux obligations énoncées au présent article. Il reste responsable du respect de celles-ci.

7.6 – Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail

Les obligations qui s'imposent au Titulaire sont celles prévues par les lois, règlements et conventions collectives relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Le Titulaire est également tenu au respect des stipulations des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée. Il doit être en mesure de justifier du respect de ces obligations, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du Conservatoire.

En cas d'évolution de la réglementation sur la protection de la main-d'œuvre et des conditions de travail en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par le Conservatoire, afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché ou, en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale par le Conservatoire.

Le Titulaire peut demander au Conservatoire, du fait des conditions particulières d'exécution du marché, de transmettre, avec son avis, à l'autorité compétente, les demandes de dérogations prévues par les lois et règlements mentionnés ci-dessus.

Le Titulaire informe ses sous-traitants de leur soumission aux obligations énoncées au présent article. Il reste responsable du respect de ces obligations.

7.7 – Protection de l'environnement, sécurité et santé

Le Titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier le respect, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du Conservatoire.

En cas d'évolution de la réglementation dans ces domaines en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles, demandées par le Conservatoire afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché ou, en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale par le Conservatoire.

7.8 – Assurances et responsabilité

7.8.1 – Réparation des dommages

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du Conservatoire par le Titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à sa charge.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du Titulaire par le Conservatoire, du fait de l'exécution du marché, sont sa la charge.

Tant que les fournitures restent la propriété du Titulaire, celui-ci est, sauf faute du Conservatoire, seul responsable des dommages subis par ces fournitures du fait de toute cause autre que l'exposition à la radioactivité artificielle ou les catastrophes naturelles dûment reconnues.

Le Titulaire garantit le Conservatoire contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et qui affectent les locaux où ce matériel est exploité, y compris contre le recours des voisins.

7.8.2 – Assurances

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du Conservatoire et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché, le Titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du Conservatoire et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

7.9 – Règlement des litiges

Les contestations survenant entre le Conservatoire et le Titulaire dans l'exécution du présent marché ne peuvent en aucun cas être invoquées comme cause d'arrêt définitif ou momentané d'exécution des prestations.

7.9.1 – Règlement des différends entre les parties

Le Conservatoire et le Titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

Au sens du présent article, l'apparition du différend résulte :

- Soit d'une prise de position écrite, explicite et non équivoque émanant du Conservatoire et faisant apparaître le désaccord ;
- Soit du silence gardé par le Conservatoire à la suite d'une mise en demeure adressée par le Titulaire l'invitant à prendre position sur le désaccord dans un délai qui ne saurait être inférieur à quinze jours ;
- Soit de l'absence de notification du décompte de résiliation dans le délai mentionné supra.

Tout différend entre le Titulaire et le Conservatoire doit faire l'objet, de la part du Titulaire, d'un mémoire en réclamation exposant précisément les motifs de ce différend et indiquant, le cas échéant, pour chaque chef de contestation, le montant des sommes réclamées et leur justification.

Ce mémoire doit être communiqué au Conservatoire dans le délai de deux mois courant à compter du jour où le différend est apparu.

Le délai de communication du mémoire en réclamation est prescrit à peine de forclusion.

Le Conservatoire dispose d'un délai de deux mois courant à compter de la réception du mémoire en réclamation, pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

Lorsque le Conservatoire et le Titulaire ne parviennent pas à régler le différend à l'issue de la procédure décrite ci-dessus, ils privilégient le recours à un comité consultatif de règlement à l'amiable, à la conciliation, à la médiation, notamment auprès du médiateur des entreprises, ou à l'arbitrage, dans les hypothèses et les conditions prévues par le Code. La partie qui saisit d'un différend le comité consultatif de règlement amiable compétent supporte les frais de l'expertise, s'il en est décidé une, dans l'attente du règlement amiable définitif du différend.

La partie qui saisit d'un différend le comité consultatif de règlement amiable compétent supporte les frais de l'expertise, s'il en est décidé une, dans l'attente du règlement amiable définitif du différend.

La saisine d'un comité consultatif de règlement amiable des différends interrompt les délais de recours contentieux jusqu'à la notification de la décision prise par le Conservatoire sur l'avis du comité.

La saisine d'un conciliateur ou d'un médiateur interrompt les délais de recours contentieux jusqu'à la notification de la décision prise après conciliation ou médiation ou de la constatation par le conciliateur ou le médiateur de l'échec de sa mission.

Pour les réclamations auxquelles a donné lieu le solde du marché, le Titulaire dispose d'un délai de deux mois, à compter de la notification de la décision prise par le Conservatoire ou de la naissance de la décision implicite de rejet mentionnées ci-dessus, pour porter ses réclamations devant le tribunal administratif compétent. Passé ce délai, le Titulaire est réputé avoir accepté cette décision.

Les litiges portant sur des actions civiles relatives à la propriété littéraire et artistique relevant de l'article L. 331-1 du Code de la propriété intellectuelle sont portés devant la juridiction judiciaire compétente.

7.9.2 – Instance chargée des procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent pour tout litige concernant la passation ou l'exécution du présent marché est le suivant :

Tribunal administratif de Paris
7, rue de Jouy
75181 – PARIS CEDEX 04
01.44.59.44.00
greffe.ta-paris@juradm.fr

ARTICLE 8 – DÉROGATION AU CCAG-TVX

Il est dérogé par le présent CCAG aux articles énumérés ci-après du CCAG-FCS :

- Article 3.3 par l'article 2.1.1 – , en ce que le représentant du Conservatoire est désigné dès à présent, et non au moment de la notification du marché ;
- De manière générale, tous les articles faisant référence à des opérations de maintenance ne sont pas applicables.